

FAIRE AIMER LA FRANCE, COMMUNAUTE DE CULTURE

Article rédigé par *La Fondation de service politique*, le 24 septembre 2008

La signification profonde de la communauté civile et politique ne ressort pas immédiatement de la liste des droits et des devoirs de la personne. Cette vie en société acquiert toute sa signification si elle est basée sur l'amitié civile et sur la fraternité.

Compendium de la doctrine sociale de l'Église, 390

TOUT CORPS POLITIQUE se compose d'une diversité de personnes dont le bien commun suppose des relations pacifiées. La mission première du politique consiste donc à faciliter la concorde sociale sur le territoire dont il a la responsabilité. Cela signifie notamment de permettre que les habitants vivent pacifiquement entre eux, de stimuler les solidarités naturelles, de promouvoir des valeurs communes sous le respect desquelles chacun et chaque famille peuvent vivre librement.

La mission fondamentale du politique

En l'absence d'une volonté de vivre ensemble fondée sur une conception partagée de la vie, de la personne humaine, du monde extérieur, de la place qu'on veut y tenir, autrement dit d'un consensus moral et social fondamental qui s'exprime dans une culture, la communauté se fragmente et la politique devient peu à peu un système de contraintes réduisant l'idéal de bonheur commun à une cohabitation d'intérêts. C'est ainsi qu'apparaissent les tensions collectives, que la violence s'exacerbe et que les différences identitaires provoquent une agressivité incontrôlée.

L'insécurité qui en découle nuit inévitablement à tout véritable développement, qu'il soit culturel, économique ou social, et ne procure jamais aucun progrès humain.

La fonction première de ceux qui ont la responsabilité de l'autorité publique consiste à éviter cette tendance inextinguible de la nature humaine à se diviser. C'est le principe même de la communauté politique de prendre conscience de son unité en se dotant moins d'un ensemble de règles et de procédures que d'une expression de son identité collective sous une autorité reconnue. C'est ainsi que l'État assume la cohésion intérieure et la sécurité extérieure, la concorde sociale et la paix, qu'il veille au lien social en empêchant la destruction de la société par elle-même ou par d'autres. Dans ce dessein, le sens du bien vivre ensemble tel qu'il est partagé ordonne les particularismes vers l'amitié politique. Cela suppose un projet sociétal conduisant les habitants vivant sur un même territoire à placer le sens du bien commun au-dessus des intérêts particuliers.

[Fin de l'extrait] ...

Pour lire le texte complet, commandez le Guide de l'électeur chrétien 2007 (Liberté politique n° 36) en cliquant [ici](#)

Nous vous remercions de votre confiance et de votre compréhension.